

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 34.531/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 34.531/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 9 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "visant à la mise en oeuvre d'un permis unique en matière d'urbanisme et de patrimoine", a donné le 10 mars 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 december 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "ter aanwending van een unieke vergunning inzake stedenbouw en erfgoed", heeft op 10 maart 2003 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES
SUR LE FONDEMENT LEGAL ET L'ENTREE EN VIGUEUR

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement l'article 108 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Le paragraphe 1^{er} de cette disposition habilite le Gouvernement à déterminer les conditions requises pour qu'un dossier de demande de permis au sens de l'ordonnance soit considéré comme complet.

L'arrêté en projet, en tant qu'il modifie l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 janvier 2002 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme, trouve effectivement son fondement légal dans cette disposition.

Il reste toutefois que le projet à l'examen entend modifier l'arrêté du 17 janvier 2002 précité afin de mettre en oeuvre un régime nouveau de permis unique en matière d'urbanisme et de conservation du patrimoine.

Ce nouveau régime est établi par les dispositions suivantes de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ⁽¹⁾ :

- l'article 33, 2° et 3°, qui modifie l'article 84 de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée;
- l'article 44, qui remplace l'intitulé de la section IX du chapitre III, du titre III de la même ordonnance;
- l'article 45, qui remplace l'article 139 de la même ordonnance;
- l'article 46, 2°, qui modifie l'article 140 de la même ordonnance;

⁽¹⁾ Cette ordonnance modifie par ailleurs l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ainsi que l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement.

- l'article 47, qui remplace l'article 141 de la même ordonnance;
- l'article 48, 1°, qui modifie l'article 142 de la même ordonnance;
- les articles 68 à 71, qui modifient les articles 12, 14, 27, 37 et 42 de l'ordonnance du 4 mars 1993 précitée;
- l'article 72, qui modifie l'article 14 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement.

Il ne peut être perdu de vue que, conformément à l'article 74, § 1^{er}, de l'ordonnance du 18 juillet 2002 précitée, le Gouvernement doit fixer la date d'entrée en vigueur de ces différentes dispositions modificatives.

En l'état des textes publiés au Moniteur belge, ceci n'est pas encore le cas ⁽²⁾.

Par conséquent, l'adoption de l'arrêté en projet ne pourra intervenir que si le Gouvernement a préalablement décidé de l'entrée en vigueur des articles précités de l'ordonnance du 18 juillet 2002. En outre, la publication de l'arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que l'entrée en vigueur de l'arrêté ne précède pas celle de ces dispositions législatives ⁽³⁾.

⁽²⁾ L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, fixe la date d'entrée en vigueur des seuls articles 33, 1°, et 45 (à l'exception du 3° de l'article 139 de l'ordonnance du 29 août 1991 tel que modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002). Ces dispositions sont entrées en vigueur, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 2002, le 17 janvier 2003, date de la publication de cet arrêté au Moniteur belge.

⁽³⁾ Sur cette question, voyez l'avis 33.908/2/V, donné le 28 août 2002, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les permis d'urbanisme et de lotir sont délivrés par le fonctionnaire délégué", ainsi que l'avis 34.211/4, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 27 novembre 2002, un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme".

2. Concernant également l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, l'on relève que son article 13 fixe celle-ci au premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge.

Selon le même article 13, l'arrêté en projet ne s'appliquerait pas, toutefois, aux projets pour lesquels :

- 1° une demande de permis d'urbanisme ou d'autorisation du Gouvernement visée aux articles 12 et 27 ⁽⁴⁾ de l'ordonnance du 4 mars 1993 précitée introduite avant son entrée en vigueur est en cours d'instruction, à moins que le demandeur retire sa ou ses demande(s);
- 2° un permis d'urbanisme ou une autorisation du Gouvernement visée aux articles 12 et 27 de l'ordonnance du 4 mars 1993 précitée a été délivré avant son entrée en vigueur, à moins que le titulaire du permis et/ou de l'autorisation renonce à se prévaloir du permis et/ou de l'autorisation reçue.

Selon la déléguée du gouvernement, l'objectif poursuivi par l'article 13 de l'arrêté en projet est d'organiser un régime transitoire au bénéfice des personnes ayant introduit une demande de permis d'urbanisme ou d'autorisation en matière de patrimoine ou qui auraient obtenu une seule de ces deux autorisations avant l'entrée en vigueur des dispositions qui organisent le régime de permis unique. L'intention serait dès lors de faire échapper ces personnes au régime nouveau, le régime actuel restant applicable à leur situation.

Plus concrètement et à titre d'exemple, il s'agirait de permettre au titulaire d'un permis d'urbanisme obtenu à la faveur du régime actuel, de solliciter, après l'entrée en vigueur du nouveau régime, l'autorisation en matière de conservation du patrimoine qui lui manque pour effectuer les travaux qu'il souhaite réaliser, sans avoir à réintroduire une demande de permis unique comportant tous les documents requis en vertu de l'arrêté en projet.

⁽⁴⁾ Le renvoi opéré aux articles 12 et 27 de l'ordonnance du 4 mars 1993 précitée doit être compris comme un renvoi à ces articles, dans leur rédaction actuellement en vigueur, c'est-à-dire, avant leur modification par l'ordonnance du 18 juillet 2002 précitée.

Un tel procédé ne peut être admis.

En effet, l'arrêté en projet a exclusivement trait à la composition du dossier de demande du permis unique. Il ne lui appartient pas d'organiser, de manière générale, un régime transitoire permettant de faire échapper des situations déterminées aux dispositions législatives qui instaurent le régime du permis unique en matière d'urbanisme et de conservation du patrimoine.

En principe, ce régime transitoire devrait être organisé par les dispositions qui régleront l'entrée en vigueur des articles précités de l'ordonnance du 18 juillet 2002 qui instaure le système du permis unique.

Il reste toutefois que l'article 74 de cette ordonnance n'organise lui-même aucun régime transitoire en la matière. Par ailleurs, il habilite exclusivement le Gouvernement à fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions concernées, et non à instaurer un régime transitoire qui permettrait à des situations non définitivement acquises d'échapper aux nouvelles dispositions une fois ces dernières en vigueur.

Par conséquent, à défaut d'habilitation législative et sauf dès lors à modifier l'ordonnance du 18 juillet 2002 en ce sens, le Gouvernement ne peut instaurer un régime transitoire tel que celui prévu à l'article 13 du projet, ce, que ce soit par le texte en projet, ou par les dispositions encore à adopter qui fixeront la date d'entrée en vigueur des articles précités de l'ordonnance du 18 juillet 2002.

L'article 13 du projet est donc dépourvu de fondement légal. Il doit être omis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. L'arrêté en projet, s'il participe à la mise en oeuvre d'un système de permis unique en matière d'urbanisme et de protection du patrimoine, ne trouve pas pour autant son fondement légal dans l'ordonnance du 4 mars 1993 précitée.

.../...

Il y a donc lieu de supprimer l'alinéa 2 du préambule.

2. L'alinéa 9 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 34.531/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Dispositif

Article 2

La disposition en projet ne remplace pas la totalité de l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 17 janvier 2002 précité, mais seulement la phrase liminaire de celui-ci.

A l'article 2, 1°, du texte en projet, il y a dès lors lieu de remplacer les mots "1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :" par les mots "1° A l'alinéa 1^{er}, la phrase liminaire est remplacée par la phrase suivante :".

Article 4

La section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs cette disposition vise l'article 23 de l'arrêté dont la modification est envisagée.

Article 9

1. Cette disposition insère un chapitre IXbis dans l'arrêté dont la modification est envisagée, intitulé "les demandes de permis relatives à un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement". Ce chapitre comporte deux dispositions : l'une, l'article 38 en projet, est relative aux travaux qui sont visés aux chapitres II à IX de l'arrêté du 17 janvier 2002 qui portent sur un bien, à l'exception des sites, inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement;

.../...

l'autre, l'article 38bis en projet, a trait aux travaux qui portent sur les mêmes biens mais qui ne sont pas visés aux chapitres II à IX ainsi qu'aux travaux à effectuer sur un site, que ces travaux soient ou pas visés aux chapitres II à IX.

Cette distinction opérée par les articles 38 et 38bis en projet entre les travaux visés aux chapitres II à IX et les travaux d'une autre nature est à mettre en rapport avec le nouvel article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée, tel qu'ajouté par l'article 33, 2°, de l'ordonnance du 18 juillet 2002.

Il résulte de ces dispositions que les travaux visés aux chapitres II à IX de l'arrêté du 17 janvier 2002 dont la modification est envisagée, correspondent aux travaux visés à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 10°, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991.

Il en ressort également que, dans l'article 38bis en projet, la demande de permis qui "n'est pas relative à des actes travaux visés aux chapitres II à IX" est celle qui porte sur des actes et travaux soumis à permis en vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Cette disposition, dont le Gouvernement doit encore fixer la date d'entrée en vigueur, soumet à permis le fait d'"entreprendre ou laisser entreprendre des actes et travaux ayant pour objet la restauration, la réalisation de fouilles ou la modification de l'aspect de tout ou partie d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement ou de procéder au déplacement d'un tel bien."

Eu égard à cette nouvelle disposition, il apparaît logique d'imposer, comme le fait l'article 38bis, alinéa 1^{er}, 2°, b), en projet qui a spécifiquement trait aux travaux visés à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance ⁽⁵⁾, que les études préliminaires à la demande comportent "la définition des principes et des options de la restauration lorsque la demande concerne des travaux de restauration".

⁽⁵⁾ A tout le moins pour les biens qui ne peuvent être qualifiés de "sites".

Par contre, il est inadéquat de prévoir que les études préliminaires visées à l'article 38, 1°, c), comportent elles aussi des mentions relatives à la restauration, puisque, précisément, l'article 38 en projet n'a pas trait aux travaux de restauration ou de fouilles.

2. De manière générale, les informations et documents requis par l'article 38 en projet qui porte, en substance, sur tout type de travaux, à l'exception des travaux de restauration et de ceux à réaliser sur des sites, sont plus nombreux et doivent être fournis avec une précision plus grande que ceux requis par l'article 38bis qui concerne entre autres la restauration des biens et sites concernés.

Notamment, les études préliminaires visées à l'article 38, 1°, b), en projet doivent comporter "une analyse historique des parties du bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé lorsque les actes et travaux y relatifs visent à en modifier l'aspect existant", alors que pareille analyse n'est pas exigée par l'article 38bis, alinéa 1^{er}, 2°, en projet.

De même, l'article 38, 4°, en projet, précise en quoi doit consister la "description précise des travaux et des techniques prévues", alors que l'article 38bis, alinéa 1^{er}, 5°, en projet ne détaille pas cette exigence.

Il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier la distinction opérée par ces dispositions en termes de degré d'exigence et de précision, selon la nature des travaux envisagés.

3. L'arrêté en projet entend modifier l'arrêté du 17 janvier 2002 qui a pour objet de décrire les éléments qui doivent figurer dans certaines demandes de permis. A la seule lecture de l'arrêté ainsi modifié, le demandeur potentiel de permis doit être capable de déterminer avec précision les informations et documents qui doivent figurer dans sa demande.

Le défaut de précision dont souffrent en partie les articles 38 et 38bis fait obstacle au but ainsi poursuivi.

A titre d'exemple, la section de législation n'aperçoit pas dans quelle(s) hypothèse(s) les études préliminaires devront contenir une étude de stabilité. Cette dernière est en effet requise, sans autre précision, "lorsque la nature des travaux l'exige". Le pouvoir d'appréciation de l'autorité habilitée à délivrer le permis d'urbanisme devrait être davantage circonscrit. De même, la section de législation ne comprend pas clairement la distinction opérée entre les plans d'exécution visés aux articles 38 et 38bis, et les plans de réalisation mentionnés à l'article 38.

Ces dispositions seront revues afin d'être précisées.

OBSERVATIONS FINALES

1. Un certain nombre des modifications qu'apporte l'arrêté en projet aux règles déterminant la composition des dossiers de demande de permis d'urbanisme, pourraient aussi être apportées aux règles déterminant la composition d'autres dossiers prévus par l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Ainsi y aurait-il lieu de revoir également et à tout le moins l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 6 juillet 1992 déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme ⁽⁶⁾.

2. La rédaction du texte néerlandais en projet pourrait être améliorée dans un souci de correction de la langue. Par ailleurs, il y aurait lieu d'être attentif au respect des règles de légistique formelle, dont l'usage est recommandé dans la circulaire "Légistique formelle" (<http://www.raadvst-consetat.be>).

⁽⁶⁾ Dans le même sens, voyez l'avis 32.452/4, op. cit.

ALGEMENE OPMERKINGEN OVER
DE RECHTSGROND EN DE INWERKINGTREDING

1. Het ontworpen besluit geeft voor te steunen op artikel 108 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Paragraaf 1 van die bepaling machtigt de Regering om te bepalen aan welke voorwaarden een dossier van een vergunningsaanvraag in de zin van de ordonnantie moet voldoen om als volledig te worden beschouwd.

Voorzover het ontworpen besluit het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 januari 2002 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wijzigt, vindt het effectief zijn rechtsgrond in die bepaling.

Desalniettemin strekt het voorliggende ontwerp tot wijziging van het genoemde besluit van 17 januari 2002 om een nieuwe regeling van enige vergunning inzake stedenbouw en behoud van het erfgoed ten uitvoer te leggen.

Die nieuwe regeling is vastgelegd in de volgende bepalingen van de ordonnantie van 18 juli 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw ⁽¹⁾ :

- artikel 33, 2° en 3°, dat artikel 84 van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 wijzigt;
- artikel 44, dat het opschrift van afdeling IX van hoofdstuk III, van titel III van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 45, dat artikel 139 van dezelfde ordonnantie vervangt;

⁽¹⁾ Die ordonnantie wijzigt bovendien de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

- artikel 46, 2°, dat artikel 140 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 47, dat artikel 141 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- artikel 48, 1°, dat artikel 142 van dezelfde ordonnantie vervangt;
- de artikelen 68 tot 71, die de artikelen 12, 14, 27, 37 en 42 van de genoemde ordonnantie van 4 maart 1993 vervangen;
- artikel 72, dat artikel 14 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen vervangt.

Er mag niet over het hoofd worden gezien dat, overeenkomstig artikel 74, § 1, van de genoemde ordonnantie van 18 juli 2002, de datum van inwerkingtreding van die verschillende wijzigingsbepalingen wordt bepaald door de Regering.

Gelet op de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, is dit nog niet het geval ⁽²⁾.

⁽²⁾ Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw stelt alleen de datum van inwerkingtreding vast van de artikelen 33, 1°, en 45 (met uitzondering van onderdeel 3° van artikel 139 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 18 juli 2002). Die bepalingen zijn, overeenkomstig artikel 1 van het besluit van 12 december 2002, in werking getreden op 17 januari 2003, de datum waarop dat besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Het ontworpen besluit kan bijgevolg alleen worden goedgekeurd als de Regering vooraf beslist heeft de inwerkingtreding van de bovengenoemde artikelen van de ordonnantie van 18 juli 2002 te bepalen. Bovendien moet er bij de bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad voor worden gezorgd dat het besluit niet in werking treedt vóór deze wetsbepalingen ⁽³⁾.

2. Nog wat de inwerkingtreding van het ontworpen besluit betreft, dient erop gewezen te worden dat artikel 13 van het ontwerp bepaalt dat het besluit in werking treedt op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Luidens hetzelfde artikel 13 zou het ontworpen besluit evenwel niet van toepassing zijn op de projecten waarvoor

- 1° het onderzoek van een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning of om toestemming van de Regering bedoeld in de artikelen 12 en 27 ⁽⁴⁾ van de genoemde ordonnantie van 4 maart 1993, ingediend vóór de inwerkingtreding ervan, lopende is, tenzij de aanvrager zijn aanvraag(aanvragen) intrekt;
- 2° een stedenbouwkundige vergunning of toestemming van de Regering bedoeld in de artikelen 12 en 27 van de genoemde ordonnantie van 4 maart 1993 is verleend vóór de inwerkingtreding ervan, tenzij de houder van de vergunning en/of van de toestemming verzaakt aanspraak te maken op de gekregen vergunning en/of toestemming.

⁽³⁾ Zie over die kwestie advies 33.908/2/V, gegeven op 28 augustus 2002, door de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de lijst met handelingen en werken van openbaar nut waarvoor de stedenbouwkundige vergunningen en de verkavelingsvergunningen afgegeven worden door de gemachtigde ambtenaar", en advies 34.211/4, gegeven op 27 november 2002, door de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik".

⁽⁴⁾ De verwijzing naar de artikelen 12 en 27 van de genoemde ordonnantie van 4 maart 1993 moet begrepen worden als een verwijzing naar die artikelen zoals ze thans gelden, dat wil zeggen, zoals ze luiden vóór hun wijziging bij de genoemde ordonnantie van 18 juli 2002.

Volgens de gemachtigde van de regering is het de bedoeling om met artikel 13 van het ontworpen besluit een overgangsregeling in te voeren ten voordele van de personen die een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning hebben ingediend of een verzoek om toestemming met betrekking tot het erfgoed, of die één van die twee toestemmingen zouden hebben verkregen vóór de inwerkingtreding van de bepalingen die de enige vergunning regelen. Het zou bijgevolg de bedoeling zijn die personen niet onder die nieuwe regeling te laten vallen, en de huidige regeling op hen van toepassing te laten.

Meer concreet en bij wijze van voorbeeld zou het hierop neerkomen dat de houder van een stedenbouwkundige vergunning, die die vergunning heeft gekregen onder gelding van de huidige regeling, na de inwerkingtreding van de nieuwe regeling de toestemming met betrekking tot het behoud van het erfgoed die hij nodig heeft om de werkzaamheden uit te voeren die hij wil verwezenlijken, mag aanvragen zonder dat hij daarvoor opnieuw een aanvraag om een enige vergunning moet indienen samen met alle documenten die krachtens het ontworpen besluit zijn vereist.

Dat is onaanvaardbaar.

Het ontworpen besluit heeft immers uitsluitend betrekking op de samenstelling van het dossier voor de aanvraag van de enige vergunning. Het kan niet dienen om op algemene wijze te voorzien in een overgangsregeling waardoor bepaalde situaties aan de werkingssfeer onttrokken kunnen worden van de wetbepalingen waarbij de regeling van de enige vergunning inzake stedenbouw en behoud van het erfgoed wordt ingevoerd.

Die overgangsregeling zou in principe vastgelegd moeten worden in de bepalingen die de inwerkingtreding zullen regelen van de genoemde artikelen van de ordonnantie van 18 juli 2002 waarbij de regeling van de enige vergunning wordt ingevoerd.

Dat neemt niet weg dat artikel 74 van die ordonnantie zelf niet in enige overgangsregeling terzake voorziet. Bovendien machtigt het de Regering alleen om de datum van inwerkingtreding van de betrokken bepalingen vast te stellen, en niet om een overgangsregeling in het leven te roepen op basis waarvan bepaalde situaties die momenteel nog geen voldongen feiten zijn, aan de werkingssfeer van de nieuwe bepalingen kunnen worden onttrokken, zodra die van kracht zijn.

.../...

De Regering kan bijgevolg, bij ontstentenis van een wettelijke machtiging en tenzij dus de ordonnantie van 18 juli 2002 in die zin wordt gewijzigd, niet zulk een overgangsregeling in het leven roepen als die bepaald in artikel 13 van het ontwerp, en dit ongeacht of het geschiedt in het ontworpen besluit dan wel bij de nog uit te vaardigen bepalingen waarbij de datum van inwerkingtreding van de genoemde artikelen van de ordonnantie van 18 juli 2002 zal worden vastgesteld.

Artikel 13 van het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond en moet vervallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Het ontworpen besluit draagt weliswaar bij tot de aanwending van een enige vergunning inzake stedenbouw en bescherming van het erfgoed, maar vindt daarom nog geen rechtsgrond in de genoemde ordonnantie van 4 maart 1993.

Het tweede lid van de aanhef moet dus vervallen.

2. Het negende lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op advies 34.531/4 van de Raad van State, gegeven op 10 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dispositief

Artikel 2

De ontworpen bepaling vervangt niet het volledige artikel 3, eerste lid, van het genoemde besluit van 17 januari 2002, maar alleen de inleidende zin ervan.

.../...

In het ontworpen artikel 2, 1°, moeten de woorden "Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:" dus vervangen worden door de woorden : "De inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :".

Artikel 4

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in die bepaling verwezen wordt naar artikel 23 van het te wijzigen besluit.

Artikel 9

1. Bij die bepaling wordt in het te wijzigen besluit een hoofdstuk IXbis - en geen hoofdstuk IX zoals in de Nederlandse versie verkeerdelijk is geschreven - ingevoegd met als opschrift : "De aanvragen om vergunningen betreffende een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is". Dat hoofdstuk bevat twee bepalingen: de ene, het ontworpen artikel 38, betreft de werkzaamheden genoemd in de hoofdstukken II tot IX van het besluit van 17 januari 2002 die betrekking hebben op "een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed, uitgezonderd de landschappen, of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is"; de andere, het ontworpen artikel 38bis, betreft de werkzaamheden die betrekking hebben op dezelfde goederen, maar die niet in de hoofdstukken II tot IX worden genoemd, alsook op werkzaamheden die betrekking hebben op een landschap, ongeacht of die werkzaamheden al dan niet in de hoofdstukken II tot IX worden vermeld.

Dat verschil dat in de ontworpen artikelen 38 en 38bis wordt gemaakt tussen de werkzaamheden genoemd in de hoofdstukken II tot IX en andere werkzaamheden moet in samenhang worden gezien met het nieuwe artikel 84, § 1, eerste lid, 11°, van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991, zoals dat is toegevoegd bij artikel 33, 2°, van de ordonnantie van 18 juli 2002.

Uit die bepalingen blijkt dat de werkzaamheden genoemd in de hoofdstukken II tot IX van het te wijzigen besluit van 17 januari 2002 overeenstemmen met de werkzaamheden genoemd in artikel 84, § 1, eerste lid, 1° tot 10°, van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991.

Uit die bepalingen blijkt ook dat de aanvraag om een vergunning die geen betrekking heeft "op de in de hoofdstukken II tot IX bedoelde werken" in het ontworpen artikel 38bis slaat op de aanvraag die betrekking heeft op de handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is krachtens artikel 84, § 1, eerste lid, 11°, van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991.

In die bepaling, waarvan de Regering nog de datum van inwerkingtreding moet bepalen, wordt een vergunning vereist voor het volgende : "handelingen en werken ondernemen of laten ondernemen voor de restauratie, de uitvoering van opgravingen of wijziging van het uitzicht van delen of van het geheel van een goed dat is beschermd of ingeschreven op de bewaarijst, of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is of over te gaan tot het verplaatsen van een dergelijk goed".

Gelet op die nieuwe bepaling lijkt het logisch, net zoals in het ontworpen artikel 38bis, eerste lid, 2°, b), dat specifiek betrekking heeft op de werkzaamheden genoemd in artikel 84, § 1, eerste lid, 11°, van de ordonnantie ⁽⁵⁾, te bepalen dat de aan de aanvraag voorafgaande studie het volgende omvat : "de definitie van de principes en van de opties van de restauratie wanneer de aanvraag betrekking heeft op restauratiewerken".

Daarentegen heeft het geen zin te bepalen dat de voorstudie genoemd in artikel 38, 1°, c), ook vermeldingen over restauratie moet bevatten, aangezien bepaaldelijk het ontworpen artikel 38 niet geldt voor restauratie- of opgravingswerkzaamheden.

⁽⁵⁾ Op zijn minst voor de goederen die niet als een "landschap" kunnen worden beschouwd.

2. Over het algemeen zijn de inlichtingen en stukken voorgeschreven bij het ontworpen artikel 38, dat in wezen betrekking heeft op alle soorten van werkzaamheden, met uitzondering van restauratiewerkzaamheden en landschapswerkzaamheden, talrijker dan die voorgeschreven bij artikel 38bis dat onder meer de restauratie van de betrokken goederen en landschappen betreft. Bovendien moeten de verstrekte inlichtingen en stukken volgens het eerstgenoemde artikel nauwkeuriger zijn.

Zo moet de voorstudie genoemd in het ontworpen artikel 38, 1°, b), "een historische analyse van de delen van het op de bewaarlijst ingeschreven of beschermd goed omvatten wanneer de handelingen en werken die erop betrekking hebben bedoeld zijn om hun bestaand aanzicht te wijzigen", terwijl zulk een analyse in het ontworpen artikel 38bis, eerste lid, 2°, niet wordt voorgeschreven.

Zo ook wordt in het ontworpen artikel 38, 4°, uitgelegd waarin de "precieze beschrijving van de werken en van de geplande technieken" moet bestaan, terwijl die vereiste in het ontworpen artikel 38bis, eerste lid, 5°, niet wordt gespecificeerd.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden waarom in die bepalingen, naargelang van de aard van de beoogde werkzaamheden, een andere graad van veeleisendheid en nauwkeurigheid wordt opgelegd.

3. Het ontworpen besluit strekt tot wijziging van het besluit van 17 januari 2002 dat tot doel heeft te omschrijven welke gegevens in bepaalde vergunningsaanvragen moeten worden vermeld. Bij het lezen van het aldus gewijzigde besluit moet de potentiële aanvrager van een vergunning meteen precies kunnen achterhalen welke inlichtingen en stukken hij bij zijn aanvraag moet voegen.

Om de aldus nagestreefde doelstelling te bereiken zijn de artikelen 38 en 38bis deels te onnauwkeurig.

Het is de afdeling Wetgeving bijvoorbeeld niet duidelijk wanneer de voorstudie een stabiliteitsstudie moet omvatten. Die studie wordt immers zonder nadere precisering voorgeschreven "wanneer de aard van de werken dit vereist". De beoordelingsbevoegdheid van de overheid die gemachtigd is om de stedenbouwkundige vergunning af te geven, zou beter moeten worden afgebakend. Voorts begrijpt de afdeling Wetgeving niet goed welk verschil er in de Franse versie bestaat tussen de "plans d'exécution" genoemd in de artikelen 38 en 38bis en de "plans de réalisation" vermeld in artikel 38. In de Nederlandse versie wordt in de beide gevallen het woord "uitvoeringsplannen" gebruikt.

Die bepalingen moeten worden verduidelijkt.

SLOTOPMERKINGEN

1. Een bepaald aantal wijzigingen die het ontworpen besluit aanbrengt in de regels die gelden voor de samenstelling van de dossiers van de aanvragen om een stedenbouwkundige vergunning zouden kunnen worden aangebracht in de regels die gelden voor de samenstelling van andere dossiers waarin de ordonnantie van 29 augustus 1991 voorziet.

Zo zou ook op zijn minst het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest ⁽⁶⁾ moeten worden herzien.

2. De redactie van de Nederlandse tekst van het ontwerp zou kunnen worden verbeterd uit een oogpunt van correct taalgebruik. Voorts zouden de wetgevingstechnische regels in acht moeten worden genomen die aanbevolen worden in de circulaire "Wetgevingstechniek" (<http://www.raadvst-consetat.be>).

⁽⁶⁾ Zie in die zin advies 32.452/4, op. cit.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame A.-C. VAN GEERSDAELE,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par Mme A. VAGMAN, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT- DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M.-L. WILLOT-THOMAS